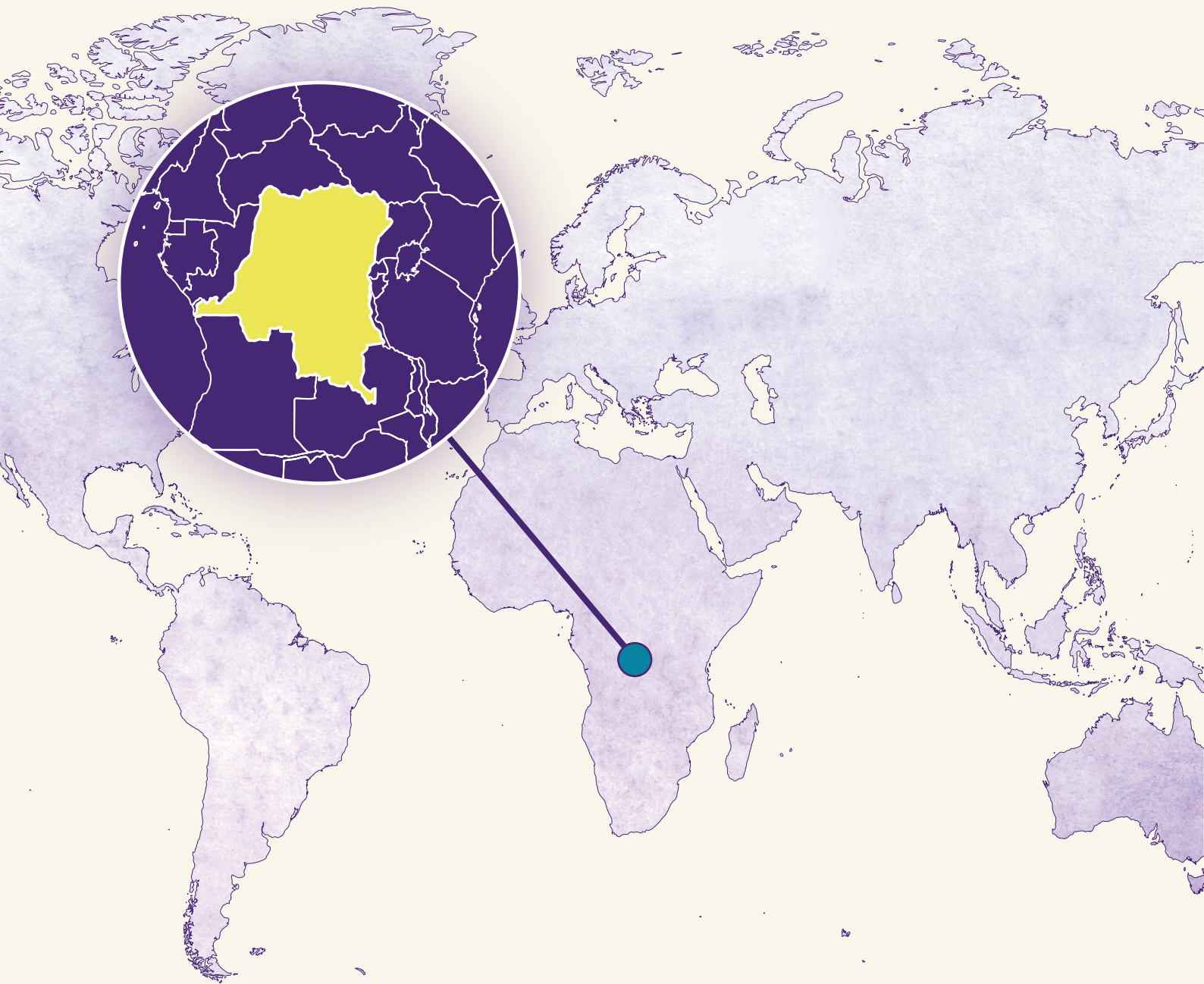


RDC

La violence contre les services de soins de santé en temps de conflit 2025



**SAFEGUARDING
HEALTH
IN CONFLICT**



**Insecurity
Insight**
Data on People in Danger



INCIDENTS SIGNALÉS ET PRÉOCCUPATIONS LES PLUS FRÉQUENTES				
 INCIDENTS SIGNALÉS	 INCIDENTS IMPLIQUANT DES ATTAQUES CONTRE DES ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ	 INCIDENTS AU COURS DESQUELS DES FOURNITURES MÉDICALES ONT ÉTÉ PILLÉES	 AGENTS DE SANTÉ TUÉS	 AGENTS DE SANTÉ ENLEVÉS
2025				
325	59	111	32	41
2024				
123	14	36	13	16
2023				
115	15	35	11	42

Source: Insecurity Insight pour le SHCC

APERÇU

À partir des données recueillies par Insecurity Insight, la Coalition pour la protection de la santé en situation de conflit (SHCC) a recensé 325 incidents de violence ou d'entrave aux soins de santé en République démocratique du Congo (RDC) en 2025, contre 123 en 2024 et 115 en 2023.¹ Parmi les incidents signalés en 2025, des établissements de santé ont été endommagés ou détruits à 59 reprises et des fournitures médicales ont été pillées à 111 reprises, tandis qu'au moins 32 agents de santé ont été tués et 41 enlevés.

Le nombre réel d'incidents et la gravité du problème sont probablement plus importants, car les attaques contre les soins de santé n'ont peut-être pas été signalées dans certaines localités et les fermetures de services liées au conflit n'ont peut-être pas été prises en compte dans les données, tandis que les coupes budgétaires de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) ont encore réduit la présence des prestataires de soins de santé et le fonctionnement des établissements de santé.

Méthodologie et sources

Les informations sur les incidents de violence contre les soins de santé en RDC sont compilées à partir de sources ouvertes et privées, de projets d'information et de mécanismes de partage de données des agences d'aide. Les données sont mises à jour en continu et les chiffres peuvent changer si de nouvelles informations sont rendues publiques. Pour les derniers chiffres disponibles, consultez [la carte mondiale](#) d'Insecurity Insight sur les attaques contre les soins de santé. Voir [la section Méthodologie](#) pour plus d'informations.



CONTEXTE

En 2025, la RDC est restée en proie à un conflit armé prolongé impliquant à la fois de nombreux groupes armés locaux et des forces internationales, en particulier dans les provinces orientales de l'Ituri, du Maniema, du Nord-Kivu, du Sud-Kivu et du Tanganyika. Le conflit a connu une escalade significative lorsqu'une nouvelle offensive du Mouvement du 23 mars (M23) a permis la prise de Goma en janvier, déclenchant des affrontements armés avec les Forces armées de la RDC (FARDC). Parmi les multiples groupes armés non étatiques impliqués dans le conflit figuraient les Forces démocratiques alliées (ADF), l'Alliance des Patriotes pour un Congo Libre et Souverain (APCLS), la Coopérative pour le développement du Congo (CODECO), la Convention pour la révolution populaire (CMC), la Force de résistance patriotique de l'Ituri (FRPI) et l'Union des Patriotes Congolais (UPC). Des milices communautaires étaient également actives, notamment de multiples factions des Maï-Maï et des Raïa Mutomboki, ainsi que les Mobondo, les Ngumino, les Nyatura, les Sambaza, les Twa et la coalition Twiganeho.

Les Forces de défense nationale du Burundi (FDNB) ont également pris part au conflit, soulignant ainsi son caractère à la fois de conflit armé international et non international. Les FDNB ont joué un rôle de premier plan en tant qu'allié militaire étranger du gouvernement congolais dans la guerre contre le M23 et ont participé à des opérations sur le front, notamment au Sud-Kivu.

Malgré un cessez-le-feu conclu le 23 avril 2025 entre le groupe M23, soutenu par le Rwanda, et le gouvernement de la RDC, les violences ont persisté. Un accord de paix signé en décembre 2025 entre les présidents congolais et rwandais a été presque immédiatement suivi par une reprise des combats qui a fait plus de 400 morts.

Les déplacements internes en RDC sont restés extrêmement élevés en 2025, avec plus de 5,3 millions de personnes déplacées en septembre et 200 000 autres déracinées au Sud-Kivu après les affrontements de décembre entre le M23 et les FARDC. Les déplacements transfrontaliers ont également connu une forte augmentation, avec au moins 33 000 personnes arrivées au Burundi début décembre et plus de 166 000 ayant fui vers les pays voisins depuis le début de l'année.

Les violences sexuelles liées au conflit ont connu une forte augmentation en 2025. Entre janvier et juillet, les soins de santé ont pris en charge 2 702 femmes et enfants touchés – un chiffre en forte hausse par rapport aux 612 de l'année précédente – tandis que les cas signalés ont augmenté de 16 % au cours du premier semestre, près d'un tiers d'entre eux concernant des filles de moins de 16 ans. Les incidents ont probablement été sous-déclarés en raison de la stigmatisation, de la crainte de représailles et des obstacles au signalement, et des abus commis par des membres de plusieurs groupes armés non étatiques ont été documentés.

La sécurité alimentaire est restée extrêmement précaire. En novembre 2025, des niveaux d'urgence de malnutrition aiguë ont été enregistrés dans certaines parties de l'Ituri et du Nord-Kivu, tandis qu'environ 24,8 millions de personnes ont été confrontées à des niveaux élevés d'insécurité alimentaire entre septembre et décembre, la situation devant s'aggraver en 2026.

Les coupes dans le financement de l'USAID ont gravement perturbé les efforts d'aide, créant un déficit important dans les interventions en matière de santé sexuelle et reproductive, en particulier au Nord-Kivu, où 24 des 34 zones de santé avaient auparavant bénéficié d'au moins une intervention financée par les États-Unis. Ces coupes budgétaires ont affaibli le système de santé dans son ensemble, contribuant à des décès évitables, à des pénuries de médicaments et à un accès réduit aux services essentiels, tandis que les agents de santé des provinces du Nord-Kivu, du Sud-Kivu et du Kasai manquaient des ressources nécessaires pour fournir ces services.



VIOLENCES CONTRE LES SOINS DE SANTÉ OU ENTRAVES À LEUR PRESTATION EN 2025

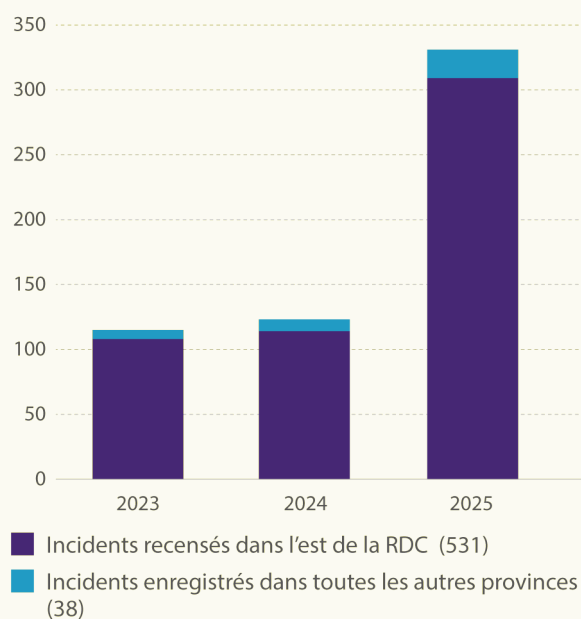
En 2025, les incidents de violence ou d'entrave aux soins de santé ont presque triplé dans l'est de la RDC dans un contexte d'escalade du conflit armé, principalement due aux avancées du M23, représentant 87 % du total des incidents dans le pays. Les centres de santé, les hôpitaux pédiatriques, les entrepôts médicaux et les pharmacies de l'est de la RDC ont été attaqués, bombardés, incendiés délibérément, pillés et détournés à des fins non médicales, tandis que des agents de santé et des patients ont été tués, enlevés, blessés et menacés ; dans un cas, une infirmière a été violée. Les attaques contre les agents de santé ont eu lieu dans les hôpitaux, à leur domicile et lors de leurs déplacements. Le nombre d'assassinats de agents de santé recensés a presque triplé, et tous les enlèvements signalés en 2025 ont eu lieu dans l'est de la RDC, leur nombre ayant presque doublé par rapport à 2024.

De multiples parties au conflit, souvent armées de fusils, ont continué d'être mises en cause dans des attaques contre les soins de santé en RDC en 2025. Parmi les acteurs armés non étatiques impliqués dans ces attaques figuraient l'ADF, l'APCLS, le CMC, le CODECO, le M23, le FRPI et l'UPC. Diverses milices Mai-Mai ont également été impliquées, notamment les Mai-Mai Ebwela, les Mai-Mai Geuls, les Mai-Mai Hapa na Pale, les Mai-Mai Kata Katanga, les Mai-Mai Malaika, les Mai-Mai Nguvu Ya Milima et les Mai-Mai Yakutumba. Parmi les factions Raia Mutomboki impliquées dans des violences contre les établissements de santé figuraient Kafuma, Maheshe, Mubango et Blaise Lukisa. Parmi les autres milices citées dans les attaques contre les soins de santé figuraient Mobondo, Ngumino, Nyatura, Sambaza, Twa et la coalition Twiganeho.

Les acteurs étatiques impliqués dans des attaques contre les soins de santé en RDC en 2025 étaient principalement liés aux FARDC. Au Nord-Kivu, des agents de l'Agence nationale de renseignement, la principale agence de renseignement de la RDC, ont intercepté un véhicule d'une ONG internationale (INGO) transportant du matériel médical et ont brièvement détenu son personnel, l'accusant d'approvisionner l'ADF et la police congolaise, qui étaient entrés dans un établissement de santé alors qu'ils battaient en retraite face aux combattants du M23 et y avaient laissé une grenade.² Des soldats de la FDNB ont intercepté un camion appartenant à une ONG locale qui transportait du matériel destiné à soutenir les établissements de santé dans la lutte contre le choléra au Sud-Kivu et l'ont contraint à faire demi-tour, malgré l'intervention des autorités provinciales à Uvira.³

Incidents signalés de violence ou d'entrave aux soins de santé en RDC, 2023-2025

Les attaques contre les soins de santé ont presque triplé dans l'est de la RDC en 2025, dans un contexte d'escalade du conflit armé, principalement alimenté par la rébellion du M23.



Source: Insecurity Insight pour le SHCC



Dans l'ensemble, la plupart des incidents ont touché des prestataires de soins de santé travaillant pour le système de santé local, tandis que 38 incidents ont touché des ONG internationales et deux des ONG locales. Les organismes de santé privés ont été touchés dans trois incidents et les sociétés de la Croix-Rouge à deux reprises.

Reported incidents in Eastern DRC

Au moins 309 incidents de violence ou d'entrave aux soins de santé se sont produits dans l'est de la RDC en 2025, contre 114 en 2024 et 108 en 2023. La plupart des incidents ont été enregistrés en Ituri et dans les provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu (les Kivus), mais se sont également produits dans les provinces du Maniema et du Tanganyika.

Le pillage de fournitures médicales vitales dans les établissements de santé de l'est de la RDC a connu une forte augmentation en 2025, passant de 65 incidents en 2023 et 2024 combinés à 103 en 2025. Plusieurs parties au conflit ont été impliquées dans ces incidents, l'ADF, les FARDC et le M23 étant fréquemment associées à de telles attaques. Des trousse d'accouchement, du matériel (notamment un électrocardiographe), des médicaments, des matelas, des moustiquaires, des équipements de protection individuelle et des produits nutritionnels ont été volés dans des centres de santé, des hôpitaux et des pharmacies. Dans certains cas, les fournitures médicales ont été pillées avant que les établissements ne soient incendiés dans le cadre d'attaques plus larges contre des villes et des villages. Lors d'un incident survenu pendant leur retrait d'une commune du Nord-Kivu, des rebelles du M23 ont pillé un centre de santé, emportant tout le matériel médical et les médicaments. Ils ont ensuite détruit le système d'énergie solaire qui alimentait la chaîne du froid du centre et ont brisé toutes les portes et fenêtres. Au moment de l'attaque, le personnel du centre de santé s'était réfugié dans la brousse environnante pour se mettre en sécurité.⁴

Les incidents ayant entraîné des dommages ou la destruction d'établissements de santé dans l'est de la RDC ont plus que quadruplé en 2025, reflétant la détérioration générale de la sécurité dans la région. Au total, des établissements de santé ont été endommagés ou détruits à 59 reprises, contre 13 fois en 2024 et 15 en 2023. Lors d'un incident, cinq agents de santé et quatre patients, dont un enfant, ont été tués lorsqu'un tir d'origine non identifiée a frappé un hôpital général au Sud-Kivu.⁵

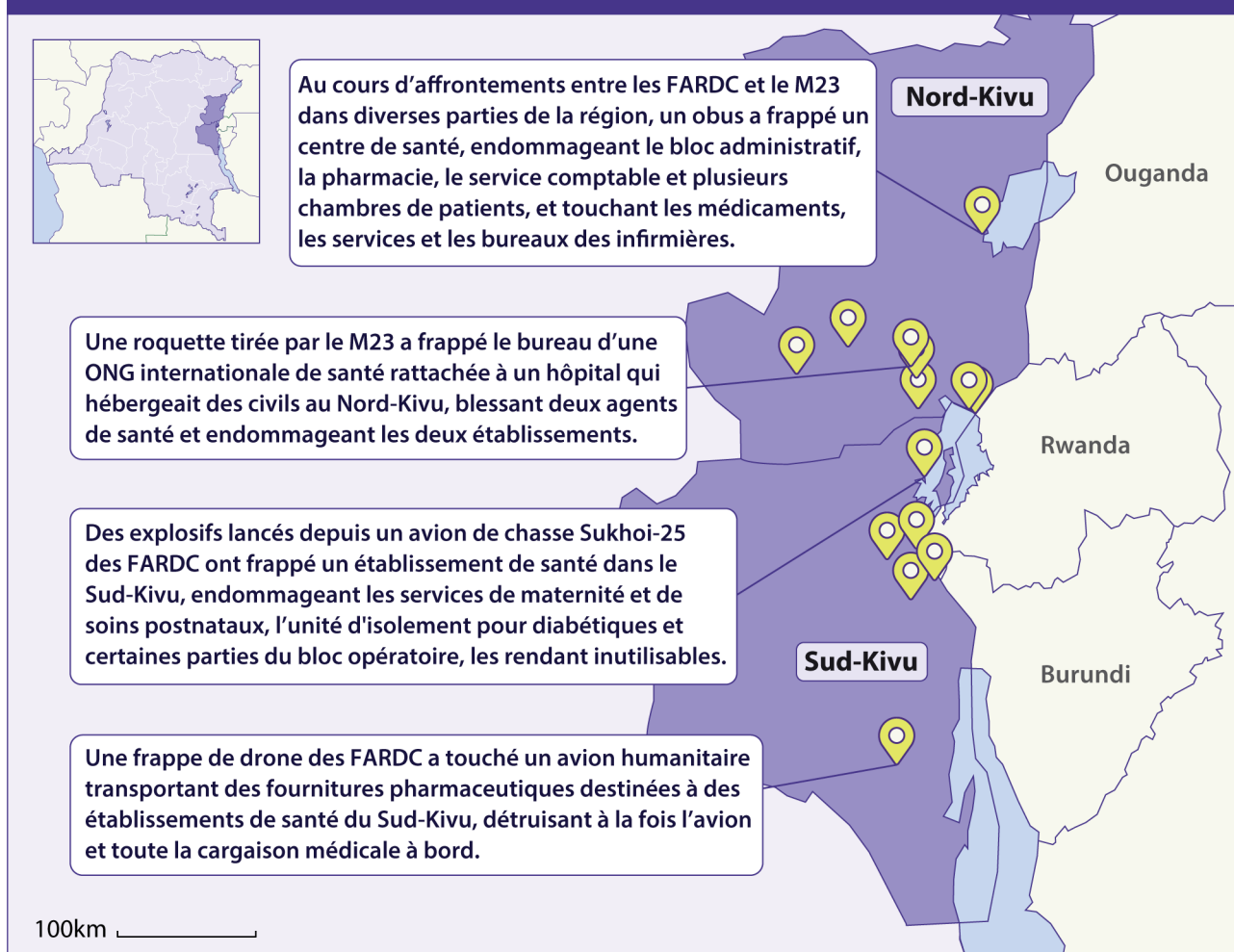
Les soins de santé dans les Kivus ont été affectés par l'utilisation d'armes explosives à au moins 15 reprises en 2025, dont deux ont été attribuées aux FARDC. Les établissements de santé ont été endommagés à dix reprises, tandis que cinq agents de santé ont été tués et trois blessés par des frappes aériennes et des frappes de drones, des tirs d'artillerie, des roquettes et une grenade utilisés par les parties au conflit.

L'occupation d'établissements de santé par des groupes armés dans l'est de la RDC a été signalée à trois reprises en 2025, notamment en mars, lorsque des combattants du M23 ont occupé un hôpital au Sud-Kivu et installé de l'artillerie pour se défendre contre les attaques de groupes armés locaux.⁶

Des établissements de santé ont été délibérément incendiés dans l'est de la RDC à 18 reprises en 2025, principalement par l'ADF et le M23. Souvent, les fournitures médicales ont été pillées avant que les lieux ne soient incendiés, et dans un cas, des agents de santé ont été enlevés pendant l'attaque.⁷ Ces attaques au cours desquelles des établissements de santé ont été délibérément incendiés se sont souvent produites dans le cadre d'attaques plus larges contre des civils, au cours desquelles plusieurs centres de santé de la région ont été pris pour cibles. La milice du M23 au Nord-Kivu a incendié deux centres de santé sous prétexte qu'ils soignaient des membres de partis d'opposition.⁸



Incidents signalés d'utilisation d'armes explosives ayant eu un impact sur les soins de santé dans l'est de la RDC, 2025



Source: Insecurity Insight pour le SHCC

Au total, 32 agents de santé auraient été tués lors de 22 incidents dans l'est de la RDC en 2025, contre 11 lors de neuf incidents en 2024 et dix lors de dix incidents en 2023. La plupart des meurtres de agents de santé ont eu lieu au Nord-Kivu, en particulier dans les territoires de Karisimbi, Masisi et Rutshuru. Plus de 80 % des meurtres recensés étaient liés à des groupes armés, notamment le CMC, le M23, Raia Mutomboki Maheshe et l'UPC. Dans certains cas, les meurtres étaient également liés aux FARDC, notamment lorsqu'un infirmier a été abattu par des hommes armés portant des uniformes des FARDC alors qu'il se rendait à son travail en début de soirée au Nord-Kivu, à seulement 100 mètres de l'hôpital où il travaillait, tandis qu'une infirmière a été tuée lors de combats entre les FARDC et le M23 dans la région.⁹ Dans d'autres cas, la partie au conflit n'a pas été identifiée. Dans la plupart des cas, les agents de santé ont été abattus alors qu'ils travaillaient dans des centres de santé, chez eux ou lors d'attaques plus larges contre des civils. Au Sud-Kivu, cinq agents de santé et quatre patients, dont un enfant, ont été tués lorsqu'un hôpital a été touché par des tirs d'origine non identifiée.¹⁰ Au moins deux agents de santé ont été tués à l'arme blanche, dont une infirmière décapitée par le M23 après avoir été accusée d'avoir fourni des soins médicaux à des partis d'opposition ; leur corps a ensuite été retrouvé dans la brousse au Nord-Kivu.¹¹



Entre février et novembre 2025, dans l'est de la RDC, 41 agents de santé ont été enlevés lors de 20 incidents, contre 15 lors de 12 incidents en 2024 et 38 lors de 21 incidents en 2023. La moitié des enlèvements recensés ont eu lieu au Sud-Kivu, la plupart dans les territoires de Kalehe et de Shabunda. Les agents de santé ont été enlevés dans des centres de santé, à leur domicile et alors qu'ils se rendaient dans des zones reculées pour prodiguer des soins, principalement sur la base d'accusations de soutien à des groupes armés et dans le but d'obtenir une rançon. Une infirmière a été violée puis enlevée par des hommes armés de fusils et emmenée vers un lieu tenu secret.¹² Quatre des 41 agents de santé enlevés ont été libérés, mais le sort des autres restait incertain.¹³



Cette fiche d'information s'appuie sur les données COD SHCC 2023-2025 relatives aux soins de santé. Téléchargez ces données ici ou sur le [Humanitarian Data Exchange \(HDX\)](#).

Insecurity Insight met à jour ses données en continu et les chiffres peuvent évoluer si de nouvelles informations sont rendues publiques. Pour consulter les derniers chiffres disponibles, voir [la carte mondiale](#) d'Insecurity Insight sur les attaques contre les établissements de santé.

Toutes les autres provinces de la RDC

Au moins 22 incidents de violence ou d'entrave aux soins de santé ont été signalés en dehors de l'est de la RDC en 2025. Près d'un tiers des incidents se sont produits dans la province du Tshopo, où les cas ont fortement augmenté entre mai et décembre (passant de zéro incident identifié en 2023 et 2024 à sept en 2025) et impliquaient souvent des hommes armés pillant des fournitures médicales pendant la nuit.

Les incidents ont également été fréquents dans les provinces du Haut-Katanga, du Kasai-Oriental et de Kinshasa. En octobre et novembre, des hôpitaux et des cliniques de la commune de Bipemba, dans la province du Kasai-Oriental, ont été attaqués, pillés de leurs fournitures médicales et pris dans des tirs croisés entre des groupes armés. Dans la ville de Pweto, en province du Haut-Katanga, des pharmacies ont été pillées de leurs fournitures médicales et un agent de santé a été poignardé lors d'un cambriolage à son domicile.¹⁴ À Kinshasa, un agent de santé a été tué lors d'une tentative de vol par des gangs « Kuluna », un site médical d'une ONG internationale a été approché par un membre armé de la milice Mobondo, et un autre agent de santé a été abattu chez lui par des soldats des FARDC.¹⁵

L'IMPACT DES ATTAQUES SUR LES SOINS DE SANTÉ

Le conflit dans l'est de la RDC a continué de mettre à rude épreuve un système de santé déjà fragile, à la fois en augmentant la demande et en perturbant la prestation des services. À la mi-2025, le système de santé était décrit comme étant au bord de l'effondrement, les combats entravant l'accès aux établissements, les transferts de patients et les chaînes d'approvisionnement en matériel médical. Certains établissements ont enregistré une baisse de 50 % des consultations pour les enfants de moins de cinq ans par rapport à l'année précédente. En septembre, 85 % des centres de santé des Kivus signalaient des pénuries de médicaments et près de 40 % avaient perdu du personnel de santé, ce qui a encore limité les soins.



À la mi-2025, le système de santé était décrit comme étant au bord de l'effondrement, les combats entravant l'accès aux établissements, les transferts de patients et les chaînes d'approvisionnement en matériel médical.

En 2025, la RDC a été confrontée à des épidémies simultanées de choléra, de variole du singe, de rougeole et à une résurgence d'Ebola, ce qui a mis le système de santé à rude épreuve et soumis le personnel de santé à une pression extrême.

Des cas de violences sexuelles commises par divers groupes armés dans l'est de la RDC ont continué d'être signalés en 2025, même si le nombre réel de cas était probablement largement sous-estimé en raison de la stigmatisation et de la crainte de représailles. L'aide apportée aux survivantes a été encore davantage limitée par les coupes budgétaires de l'USAID, qui ont entraîné des lacunes importantes dans la prestation des soins de santé sexuelle et reproductive – en particulier au Nord-Kivu, où la plupart des zones sanitaires bénéficiaient auparavant d'interventions financées par les États-Unis. Ces coupes ont également affaibli l'ensemble du système de santé, contribuant à des pénuries de médicaments, à un accès réduit aux soins et à des décès évitables, tout en privant les agents de santé des provinces des Kivus et du Kasai des ressources nécessaires pour fournir des services essentiels.

Tout au long de l'année, les conflits armés ont contraint à la fermeture ou au déplacement d'établissements médicaux à Walungu, Kalehe et dans d'autres territoires, interrompant ainsi les services de maternité, de soins ambulatoires et de nutrition. En Ituri et au Nord-Kivu, des attaques armées ont entraîné la suspension d'une campagne de vaccination des enfants et des services offerts par les cliniques mobiles, tandis que dans des endroits comme Fataki, la fermeture d'hôpitaux a privé de soins des dizaines de milliers de personnes déplacées. Même là où les services sont restés ouverts, des incidents tels que la découverte d'engins explosifs près d'un hôpital à Goma ont continué de mettre en danger tant les patients que le personnel de santé. En décembre 2025, Médecins Sans Frontières (MSF) a suspendu ses activités dans quatre de ses établissements du Sud-Kivu, dont l'hôpital général de Baraka, et a évacué ses équipes, en raison de l'intensification des combats entre le M23 et les FARDC, ces dernières étant soutenues par la milice Wazalendo.



- 1 Le rapport annuel 2024 de la SHCC fait état de 84 incidents de violence ou d'entrave aux soins de santé en RDC en 2024 et de 136 en 2023. Les données sont mises à jour en continu et les chiffres peuvent évoluer si de nouvelles informations sont rendues publiques.
- 2 Insecurity Insight. Ensemble de données du rapport 2025 de la Coalition pour la protection de la santé en situation de conflit : données sur les soins de santé de la SHCC pour la période 2023-2025. Numéros d'incident 113654 ; 113694.
- 3 Insecurity Insight. Ensemble de données du rapport 2025 de la Coalition pour la protection de la santé en situation de conflit : données sur les soins de santé COD SHCC 2023-2025. Numéro d'incident 113648.
- 4 Insecurity Insight. Ensemble de données du rapport 2025 de la Coalition pour la protection de la santé en situation de conflit : données sur les soins de santé COD SHCC 2023-2025. Numéro d'incident 96153.
- 5 Insecurity Insight. Ensemble de données du rapport 2025 de la Coalition pour la protection de la santé en situation de conflit : données sur les soins de santé COD SHCC 2023-2025. Numéro d'incident 96787.
- 6 Insecurity Insight. Ensemble de données du rapport 2025 de la Coalition pour la protection de la santé en situation de conflit : données sur les soins de santé COD SHCC 2023-2025. Numéro d'incident 121172.
- 7 Insecurity Insight. Ensemble de données du rapport 2025 de la Coalition pour la protection de la santé en situation de conflit : données sur les soins de santé COD SHCC 2023-2025. Numéro d'incident 120812.
- 8 Insecurity Insight. Ensemble de données du rapport 2025 de la Coalition pour la protection de la santé en situation de conflit : données sur les soins de santé de la COD SHCC pour 2023-2025. Numéros d'incident 113058 ; 113656.
- 9 Insecurity Insight. Ensemble de données du rapport 2025 de la Coalition pour la protection de la santé en situation de conflit : données sur les soins de santé COD SHCC 2023-2025. Numéros d'incident 88024 ; 88511.
- 10 Insecurity Insight. Ensemble de données du rapport 2025 de la Coalition pour la protection de la santé en situation de conflit (SHCC) : données sur les soins de santé COD SHCC 2023-2025. Numéro d'incident 96787.
- 11 Insecurity Insight. Ensemble de données du rapport 2025 de la Coalition pour la protection de la santé en situation de conflit : données sur les soins de santé COD SHCC 2023-2025. Numéro d'incident 115530.
- 12 Insecurity Insight. Ensemble de données du rapport 2025 de la Coalition pour la protection de la santé en situation de conflit : données sur les soins de santé de la COD SHCC pour 2023-2025. Numéro d'incident 123714.
- 13 Insecurity Insight. Ensemble de données du rapport 2025 de la Coalition pour la protection de la santé en situation de conflit : données sur les soins de santé COD SHCC 2023-2025. Numéros d'incident 95384 ; 123729 ; 123698.
- 14 Insecurity Insight. Ensemble de données du rapport 2025 de la Coalition pour la protection de la santé en situation de conflit : données sur les soins de santé COD SHCC 2023-2025. Numéros d'incident 123736 ; 123701 ; 113375.
- 15 Insecurity Insight. Ensemble de données du rapport 2025 de la Coalition pour la protection de la santé en situation de conflit (SHCC) : données sur les soins de santé COD SHCC 2023-2025. Numéros d'incident 123725 ; 120318 ; 111559.

SAFEGUARDING HEALTH IN CONFLICT

La Coalition pour la protection de la santé en situation de conflit (*Safeguarding Health in Conflict* – SHCC) rassemble plus de 40 organisations non-gouvernementales et a pour objectif de protéger les travailleuses et travailleurs humanitaires ainsi que les services de santé menacés dans les contextes de guerre ou par les troubles civils. Nous sensibilisons le public aux attaques contre les soins de santé au niveau mondial et nous exerçons un plaidoyer auprès des agences des Nations Unies pour qu'elles mettent en place des mesures plus importantes de protection des soins de santé au niveau mondial. Nous surveillons les attaques, renforçons les normes universelles relatives au respect du droit à la santé et nous exigeons que les auteurs de ces actes rendent des comptes. Référence suggérée : Coalition pour la protection de la santé dans les conflits (SHCC), 2026. Les soins de santé en danger : violences contre les soins de santé dans les conflits, mai 2026. <https://shcc.pub/YearReview2025FR>
www.safeguarding-health.com

La Coalition pour la protection de la santé en situation de conflit
615 N. Wolfe Street, E7143, Baltimore, MD 21205
SHCC administrator, safeguardinghcc@gmail.com